

# ARRETE DU MAIRE

OBJET : TRAVAUX RESEAU EAU POTABLE

## Le Maire de la Commune de MIREVAL

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10°, R325-12 à R325-46, R411-21-1,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2 et L2213-1,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

**Vu** les travaux de création de branchement d'eau potable, situés au n°04 rue des Lauriers à Mireval (34110), effectués le 16/03/22 (durée calendaire : travaux = 1 jour et réglementation = 3 jours), par la société SUEZ EAU FRANCE domiciliée 8 rue Evariste Galois CS635 à BEZIERS Cedex (34535),

**Considérant** qu'il est nécessaire, pour la mise en place du chantier et pour éviter tout accident, de réglementer la circulation et le stationnement sur cette voie.

### ARRETE

**Art. 1 – Autorise** la société SUEZ EAU FRANCE à **procéder à la mise en place du chantier** : à réglementer la circulation par une fermeture, à interdire de circuler et de stationner pendant et à hauteur des travaux, situés au n°04 rue des Lauriers à Mireval (34110), le **16/03/22 de 8h à 17h** (durée calendaire : travaux = 1 jour et réglementation = 03 jours).

**Art. 2 - L'entreprise s'engage à prévenir les riverains des travaux et à leur faciliter l'accès.**

**Art. 3 - Signalisation des chantiers** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (Intérieur, Travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Art. 4 - Remise en état des lieux après achèvement des travaux** : Dès l'achèvement de leurs travaux, les permissionnaires sont tenus d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances et de rétablir dans leur premier état des fossés, talus, accotements, chaussée ou trottoirs, et tous ouvrages qui auraient été endommagés. Faute par les permissionnaires d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à leurs frais par la commune, après mise en demeure restée sans effet.

**Art. 5 -** Le non-respect des dispositions citées au présent arrêté expose son contrevenant aux sanctions prévues par le Code de la Route et notamment la mise en fourrière immédiate du véhicule en infraction,

**Art. 6 –** Le Directeur Général des Services, le chef de la Police Municipale, le responsable des Services Techniques et le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Villeneuve lès Maguelone sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Mireval, le 23 février 2022,

Le Maire,

Christophe DURAND



Affichage le 24/02/2022

